

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

RDC : LES PILIERS DE L'EX-RÉGIME KABILA TOMBENT UN À UN

Les piliers de l'ex-régime de Joseph Kabila tombent un à un dans la République démocratique du Congo de Félix Tshisekedi, au risque d'une dégradation du climat politique au sein la coalition au pouvoir négociée dans la douleur entre les deux hommes. Dernier en date, le général Delphin Kahimbi, chef des renseignements militaires mort hier alors qu'il venait d'être suspendu de ses fonctions selon plusieurs sources. Sous sanctions de l'Union européenne (UE), le général Kahimbi, 50 ans, est brutalement décédé d'une crise cardiaque", a indiqué son épouse.

BISSAU : L'ONU PROLONGE UNE DERNIÈRE FOIS SA MISSION

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté hier à l'unanimité une résolution prolongeant une dernière fois, jusqu'au 31 décembre, sa petite mission d'accompagnement politique à la Guinée-Bissau, en demandant à son gouvernement d'oeuvrer en faveur d'un "dialogue inclusif".

SYRIE : ESCALADE APRÈS DE LOURDES PERTES TURQUES

Les présidents russe Vladimir Poutine et turc Recep Tayyip Erdogan se sont entretenus hier pour tenter de maîtriser la brusque escalade dans le Nord-Ouest de la Syrie, après la mort de plus de trente soldats turcs dans des frappes du régime de Damas, protégé de Moscou. Après avoir essuyé ses plus lourdes pertes en une seule attaque depuis le début de son intervention en Syrie en 2016, Ankara a réclamé le soutien de la communauté internationale, brandissant la menace d'un nouvel afflux de migrants vers l'Europe.

Guinée-Conakry: un référendum et des questions

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La République de Guinée-Conakry va vivre un week-end au rythme d'un double scrutin. Un référendum pour le changement de certaines dispositions constitutionnelles et des élections législatives. Le pouvoir en place à Conakry, incarné par le président Alpha Condé, appelle les Guinéens à se prononcer demain dimanche sur une nouvelle Constitution, après des mois de protestations meurtrières contre ce que l'opposition considère comme une manoeuvre du président Alpha Condé pour rester au pouvoir.

Pourtant M. Condé assure qu'il s'agit de doter son pays d'une Constitution "moderne". Selon lui, elle codifierait l'égalité des sexes, interdirait la circoncision féminine et le mariage des mineurs. Tout comme elle veillerait à une plus juste répartition des richesses en faveur des jeunes et des pauvres. Une pilule que l'opposition a du mal à avaler. Pour elle, le projet est le subterfuge d'un ancien opposant historique devenu, à bientôt 82 ans, un autocrate qui entend plier la Constitution à son désir de briguer un troisième mandat à la fin de l'année quand celui en cours aura expiré.

Depuis mi-octobre, la mobilisa-



Les opposants au référendum et au président Condé.

tion anti-Condé donne lieu à des manifestations massives à travers le pays, à des journées villes mortes qui impactent l'économie d'un des pays les plus pauvres de la planète, et à de sévères épisodes de brutalité policière. Ces tensions, les appels de l'opposition à non seulement boycotter mais empêcher la tenue du référendum et des législatives qui ont lieu aussi dimanche, ainsi que les attaques des derniers jours contre des bureaux ou du matériel de vote font craindre des accès de violence dans un pays

coutumier des manifestations et des répressions brutales. Le projet soumis à référendum dimanche limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Le président sortant en a déjà deux au compteur. Sauf, redoute l'opposition, que l'adoption d'une nouvelle Constitution lui permettrait de remettre ce compteur à zéro. "Qui y a-t-il de mal à ça", demande Sékou Condé, un cadre du parti présidentiel. La plupart des Guinéens veulent que le président Condé reste pour développer le pays,

assure-t-il. M. Condé maintient un voile de moins en moins opaque sur ses intentions. C'est son parti qui décidera de son avenir et les Guinéens peuvent aussi bien dire non à la nouvelle Constitution, répète-t-il. Mais "pourquoi en Guinée il serait impossible de faire trois mandats?" demandait-il cette semaine. La Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) a annulé "à la dernière minute" cette semaine une mission de quatre chefs d'Etat.

Pourtant une trajectoire de lutteur

J.O (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Né le 4 mars 1938 à Boké (ouest), Alpha Condé est issu de l'ethnie Malinké, la deuxième du pays. Il part en France dès l'âge de 15 ans et y obtient des diplômes en économie, droit et sociologie. Il enseigne ensuite à l'université parisienne de la Sorbonne. Parallèlement, il dirige dans les années 1960 la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) et anime des mouvements d'opposition au régime dictatorial d'Ahmed Sékou

Touré, "père de l'indépendance" de la Guinée, colonie française jusqu'en 1958.

Il rentre au pays en 1991, sept ans après la mort de Sékou Touré, auquel a succédé l'officier Lansana Conté. Aux présidentielles de 1993 et 1998, ni libres ni transparentes, Condé est officiellement crédité de 27% et de 18% des voix. Le fondateur du Rassemblement du peuple de Guinée (RPG) inquiète Lansana Conté, qui le fait arrêter juste après la présidentielle de 1998. Il est condamné en 2000 à cinq ans de prison pour "atteintes à l'autorité de l'Etat et à l'intégrité du territoire national".

Sous la pression internationale, il est gracié en 2001.

Il reste dans l'opposition après l'avènement de la junte du capitaine Moussa Dadis Camara en 2008. Mais en 2010, le "Professeur Alpha Condé" est enfin élu, au second tour, après avoir été très nettement distancé au premier par l'ex-Premier ministre Cellou Dalein Diallo. Il est réélu au premier tour en 2015.

Il a "tellement déçu", juge Cellou Dalein Diallo, actuel chef de file de l'opposition, selon qui M. Condé a instauré "une république bananière, une dictature qui ne dit pas son nom".



L'ancien opposant historique et actuel président joue gros à travers ce référendum.